



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/22013
19 décembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 19 DECEMBRE 1990, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE
SECURITE PAR LE CHARGE D'AFFAIRES DE LA MISSION PERMANENTE DE L'INDE
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'un mémorandum sur les conséquences économiques, commerciales et financières pour l'Inde des restrictions concernant les relations économiques avec l'Iraq et le Koweït. Ce mémorandum a déjà été adressé le 5 novembre 1990 au Président du Groupe de travail du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ce mémorandum comme document du Conseil de sécurité.

ANNEXE

Lettre datée du 5 novembre 1990, adressée au Président du
Groupe de travail du Comité du Conseil de sécurité créé par
la résolution 661 (1990) concernant la situation entre
l'Iraq et le Koweït par le Représentant permanent adjoint
de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies

Comme suite à la lettre datée du 5 septembre 1990, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies au sujet des problèmes économiques particuliers que l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité entraîne pour l'Inde, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une version mise à jour du mémorandum sur les conséquences économiques, commerciales et financières pour l'Inde des restrictions concernant les relations économiques avec l'Iraq et le Koweït.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent adjoint

(Signé) Prabhakar MENON

APPENDICE

Mémoire sur les conséquences économiques, commerciales et financières pour l'Inde des restrictions concernant les relations économiques avec l'Iraq et le Koweït

La crise du Golfe a désorganisé dans l'immédiat l'économie de l'Inde, sur laquelle elle a aussi des effets négatifs à plus long terme. Ces effets se font sentir avec une acuité particulière sur la balance des paiements, à un moment où l'Inde ne faisait déjà face qu'avec difficulté au remboursement de la dette en cours.

La croissance que l'Inde a pu enregistrer durant les années 80 et que ses efforts lui promettaient pour les années 90, pour remarquable qu'elle soit, est aujourd'hui compromise par les événements du Golfe. Pour un pays à faible revenu par habitant comme l'Inde, les conséquences sont plus sérieuses que pour les pays développés ou les pays en développement disposant d'un revenu par habitant plus élevé.

L'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité des Nations Unies a touché des secteurs vitaux de l'économie indienne. Les effets les plus sensibles en sont les suivants :

- a) Le manque de pétrole et ses conséquences pour les secteurs industriels et agricoles;
- b) Le besoin accru de devises pour répondre à la hausse des prix du pétrole, ce qui a un effet préjudiciable sur la balance des paiements;
- c) La perte de recettes résultant d'une chute brutale des exportations;
- d) La chute sensible des rapatriements de salaires des Indiens résidant à l'étranger;
- e) Les coûts du rapatriement et de la réinsertion des Indiens contraints de quitter le Koweït et l'Iraq;
- f) Les coûts sociaux et la montée du chômage résultant des effets susmentionnés.

A. Fournitures de pétrole

La production nationale de pétrole brut et de carburants et lubrifiants doit être complétée par des importations régulières destinées à répondre aux besoins d'une économie en développement. En raison de la croissance rapide de l'industrie et de l'agriculture, l'Inde voit sa consommation augmenter progressivement.

L'Inde a besoin d'importer durant l'exercice 1990-1991 24,28 millions de tonnes de pétrole brut et de produits pétroliers, pour l'achat desquels le montant nécessaire avait été réservé sur la base d'un prix moyen de 17 dollars le baril.

Sur ce total, 8,75 millions de tonnes de pétrole et 1,2 million de tonnes de pétrole lampant de qualité supérieure devaient être fournis par l'Iraq et le Koweït. L'Inde s'est efforcée de trouver d'autres fournisseurs de pétrole brut de certains grades et d'une qualité compatible avec ses raffineries. L'incertitude en matière d'approvisionnement a des effets négatifs sur la production industrielle et agricole. Elle détermine aussi une hausse des prix due à la spéculation, indépendamment de la hausse générale des cours qui se dessine à moyen et à long terme. Il faut probablement prévoir aussi des dépenses additionnelles pour l'achat des carburants et lubrifiants nécessaires, si l'Inde ne peut se procurer du pétrole brut de la qualité requise.

B. Hausse des prix du pétrole

L'Inde a également subi les effets de la brusque hausse des prix du pétrole qui s'est déjà produite. Si cette hausse devait se poursuivre, les conséquences seraient cumulatives. Pour l'exercice 1990-1991, l'Inde a affecté à l'importation de 24,28 millions de tonnes un montant de 3 555 millions de dollars, sur la base du prix de 17 dollars le baril. On a estimé que, pour chaque dollar de plus par baril, la facture des importations s'élèverait de 222 millions de dollars, c'est-à-dire que si le prix prévu (28 dollars le baril) est atteint pour l'exercice en cours, cette facture augmenterait de 2,4 milliards de dollars environ, ce qui imposerait à la réserve nationale des devises une surcharge presque intolérable.

C. Pertes de recettes d'exportation

L'Iraq et le Koweït ont été d'importants partenaires commerciaux de l'Inde. Au cours de l'année écoulée, les exportations de produits de base vers ces deux pays ont représenté environ 180 millions de dollars. De plus, leur volume avait sensiblement augmenté au cours des dernières années, où les exportations prévues à destination de l'Iraq représentaient plus de 60 % du total prévu des exportations de l'Inde, pour une valeur de 2,7 milliards de dollars. D'autre part, l'Inde doit recevoir plus de 400 millions de dollars de l'Iraq à titre de sommes dues, dont 85 millions dus pour la seule année 1990. La crise entraînera non seulement un manque à recevoir, pour le Trésor, de 265 millions de dollars durant l'exercice en cours, mais également une profonde désorganisation du commerce et des conséquences de grande portée dans les secteurs de la production manufacturière, de l'agriculture et de l'exportation.

D. Chute des rapatriements de salaires

On estime à 200 000 environ le nombre de nationaux de l'Inde qui occupaient un emploi en Iraq et au Koweït. Ces expatriés envoyaient en Inde des fonds d'un montant annuel de 389 millions de dollars environ. Les restrictions imposées à l'encontre de ces pays ont entraîné un exode des salariés indiens et, par suite, complètement arrêté les rapatriements de salaires, bloqué les fonds sur lesquels ceux-ci auraient été prélevés et considérablement réduit la possibilité de les voir reprendre dans l'avenir.

E. Rapatriement et réinsertion des travailleurs migrants

Environ 200 000 travailleurs indiens sont restés bloqués en Iraq et au Koweït. Le Gouvernement indien a mis en oeuvre des moyens gigantesques pour rapatrier ses nationaux, opération dont le coût, pour 130 000 d'entre eux s'est élevé à 200 millions de dollars.

Le coût de la réinsertion de ces 130 000 nationaux évacués du Golfe s'élèverait approximativement à 720 millions de dollars, compte tenu du fait que les migrants auront laissé derrière eux des avoirs considérables et devront repartir à zéro.

F. Prolongement de la crise du Golfe

L'incertitude totale qui règne quant au moment et aux modalités de la solution qui sera donnée à la crise du Golfe influence l'évaluation de l'ampleur de ses répercussions sur l'économie indienne. Si la crise demeure sans solution, ses effets continueront de faire sentir toute leur gravité. Il est déjà possible d'évaluer dans une certaine mesure son impact sur la balance des paiements.

En admettant que le cours moyen du pétrole brut au cours des 12 prochains mois soit de 25 dollars par baril environ, contre un prix de base prévu de 18 dollars si la crise du Golfe ne s'était pas produite, le coût supplémentaire direct des importations de carburants et lubrifiants s'élèvera à 2,4 milliards de dollars environ; en 1991, si le cours moyen est de 28 dollars par baril environ, cela entraînera une sortie supplémentaire de devises de 3,6 milliards de dollars environ.

Le manque à recevoir au titre des rapatriements de salaires atteindra de nouveau l'an prochain 200 millions de dollars pour le moins, à moins que la situation ne s'aggrave à cet égard.

Le manque à recevoir au titre des recettes d'exportations de biens et services sera en 1991 d'environ 300 millions de dollars pour le moins, en ne tenant compte que des marchés iraquien et koweïtien.

G. Conclusion

En 1991, pour s'en tenir à des évaluations très prudentes, la crise du Golfe entraînera donc vraisemblablement pour la balance des paiements de l'Inde une perte de 2,8 milliards de dollars environ. Il ne s'agit là que d'une évaluation provisoire, qui devra être corrigée en fonction de l'évolution de la crise. Par ailleurs, divers autres coûts économiques, politiques et sociaux, encore difficiles à chiffrer, devront être pris en compte à moins que les répercussions de la crise sur la balance des paiements ne se résorbent en partie.

Bien que l'économie indienne dispose de solides réserves grâce à sa dimension, à ses ressources en matières premières, au talent de ses chefs d'entreprise, à son infrastructure industrielle, etc., la crise du Golfe aura des effets extrêmement négatifs sur la croissance de ses secteurs industriel et agricole, sur le niveau des prix et sur la capacité du Gouvernement indien de suivre la tendance actuelle à

la libéralisation de l'économie. Il convient de noter également que c'est la balance des paiements qui a ressenti le plus durement les effets de la crise, en raison d'une brusque hausse des prix du pétrole.

L'Inde cherche les moyens de faire face à la situation. A moins d'une aide extérieure massive, ses efforts de développement recevront néanmoins un brutal coup d'arrêt. L'Inde ne peut trouver par elle-même des solutions à court terme pour neutraliser les effets de cette crise.

Tel est le contexte dans lequel l'Inde cherche une aide, surtout dans les secteurs identifiés ci-dessus, qui prendrait la forme de livraisons de pétrole et d'indemnisations plus généreuses. La communauté internationale peut aider les pays à faible revenu par habitant, comme l'Inde, en veillant tout particulièrement à leur assurer à meilleur compte le pétrole dont ils ont besoin.

Pièce jointe I

Conséquences économiques négatives de la crise du Golfe
pour l'Inde durant l'année 1990

(En millions de dollars des Etats-Unis)

| | |
|---|---------------------|
| Coût supplémentaire des achats de carburants et lubrifiants (sur la base du cours de 24 dollars le baril) | 1 660 |
| Manque à recevoir au titre des rapatriements de salaires | 200 |
| Manque à recevoir au titre des exportations de biens et services | 265 |
| Rapatriement de 130 000 personnes | 200 |
| Réinstallation des rapatriés (en fonction des demandes des Etats pour une période de deux ans) | <u>720</u> |
| Total | <u><u>3 045</u></u> |

Pièce jointe II

Effet prévu sur la balance des paiements pour 1991

(En millions de dollars des Etats-Unis)

| | |
|---|--------------|
| Coût supplémentaire des achats de carburants et lubrifiants (sur la base du cours de 25 dollars le baril) | 2 360 a/ |
| Manque à recevoir au titre des rapatriements de salaires | 200 |
| Manque à recevoir au titre des exportations de biens et services | 300 |
| Total | <u>2 860</u> |

a/ Pour un cours moyen du baril de 28 dollars, ce montant serait
probablement de 3,6 milliards de dollars.
